



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

**A R R Ê T É PRÉFECTORAL N°BCTE/2024- 35 du 21 MARS 2024
AUTORISANT LA SOCIÉTÉ AEP GROUP À EXPLOITER
UNE UNITÉ DE FABRICATION D'EMBALLAGES PLASTIQUES,
EN ZONE INDUSTRIELLE DE CAMPINE 43620 SAINT- PAL- DE- MONS**

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre I du livre V ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2024-09 en date du 19 février 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant Lignon du Velay approuvé par arrêté du 27 juillet 2021 ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2663 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) ;

VU l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1978 (installations utilisant des solvants organiques) et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU les arrêtés ministériels des 20 avril 2005, 18 avril 2008 et 22 décembre 2008 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4331 (stockage et emploi de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) ;

VU les actes n° D2-B1/2002-152 du 4 juin 2002 et n° DIPPAL-B3/2011-262 du 25 novembre 2011 antérieurement délivrés à la société AEP GROUP pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Pal-de-Mons, zone industrielle de Campine ;

VU la demande du 22 décembre 2021, complétée le 17 novembre 2022, présentée par la société AEP GROUP dont le siège social est situé en zone d'activité des Pins 43620 Saint-Pal-De-Mons, à l'effet de régulariser l'extension des installations et activités exploitées en zone industrielle de Campine 43620 Saint-Pal-De-Mons ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis délibéré de l'Autorité Environnementale en date du 06 avril 2023 ;

VU le mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale établi par la société AEP GROUP le 31 mai 2023 ;

VU le rapport d'examen du 11 mai 2023 statuant sur la suffisance du dossier complété pour apprécier les inconvénients ou dangers du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

VU la décision en date du 30 juin 2023 de la présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2023-81 en date du 04 juillet 2023 portant organisation d'une enquête publique d'une durée de 31 jours, du 5 septembre au 5 octobre 2023 inclus, sur le territoire des communes de Saint-Pal-de-Mons, Sainte-Sigolène, La Séauve-sur-Semène et Saint-Didier-en-Velay, modifié par l'arrêté préfectoral n° BCTE/2023-90 en date du 07 août 2023 ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans ces communes ;

VU la publication en dates du 18 août et du 8 septembre 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable émis par le conseil municipal de la commune de La Séauve-sur-Semène ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2023-139 du 4 décembre 2023 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation précitée jusqu'au 19 février 2024 ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE/2023-139 du 26 janvier 2024 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation précitée jusqu'au 19 avril 2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 29 janvier 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable, en date du 29 février 2024, du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 8 mars 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations sur ce projet de la part de l'exploitant (courriel du 20 mars 2024) ;

CONSIDÉRANT que la demande déposée par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles doivent effectivement être mises en œuvre afin de respecter les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 susmentionné ;

CONSIDÉRANT que les mesures prises pour maîtriser le risque d'incendie en lieu et place de certaines dispositions prévues par les arrêtés ministériels de prescriptions des activités soumises au régime de la déclaration doivent être de nature à prévenir les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la préfecture de Haute-Loire :

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AEP GROUP, (SIRET 44990646000042), dont le siège social est situé zone industrielle les Pins 43620 Saint-Pal-de-Mons est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Saint-Pal-De-Mons, zone industrielle de Campine (coordonnées Lambert 93 X=799048 et Y=6452355), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Numéro de parcelle	Lieux-dits
Saint-Pal-De-Mons	F	1321	Zone industrielle de Campine
Saint-Pal-De-Mons	F	1394	Zone industrielle de Campine
Saint-Pal-De-Mons	F	1320	Zone industrielle de Campine
Saint-Pal-De-Mons	F	1416	Zone industrielle de Campine
Saint-Pal-De-Mons	F	1294	Zone artisanale de Lachaud

1.1.3 Autorisations embarquées

Sans objet.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisations

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

ARTICLE 1.2 - Nature des installations

1.2.1 Rubriques

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3670-1 Rubrique principale IED	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 1. Supérieure à 150 kg par heure 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.	Traitement de surface lié aux activités d'impression sur emballages plastiques	1 080 T Ou : 153 kg/h (1080 t / (49 sem*6 jrs*24h))	A
2450-Aa	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) Supérieure à 200 kg/j <i>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.</i>	Impression par flexographie et opérations connexes	4800 kg/j	A
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Solvants purs et encres solvantés		

	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i>		80 t de liquides inflammables de catégorie 2	D
2661-1b	Polymères (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Extrusion	52 t/j	E
2661-2b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j*	Sacherie (soudage)	8 t/j	D
2662.1	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant : Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Stockage des granules de polyéthylène : 1 249 600 kg soit 909 palettes équivalent	2 700 m ³	E
2663.2b	Pneumatiques (stockage de) et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Dans les autres cas [que l'état alvéolaire] et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000	Stockage des PF et PSF Stockage des produits transformés : PF : 250 t * 2 = 500 m ³ PSF : 300 t * 2 = 600 m ³ Et des emballages plastiques : Mandrins : 40 m ³ Palettes : 1,72 m ³ Total : 1 145 m ³ 240 m ³ de produits semi-finis et 100 m ³ de produits finis Mandrins plastiques : 20 m ³	1 825 m ³	D

	m3, mais inférieur à 10 000 m3	Total : 360 m³ Structure modulaire (palettes, mandrins et PSF) Total : 320 m³		
1978-3a	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) la quantité étant : Supérieure à 15 t/ an	Impression flexographique	1080 t/an	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration),

1.2.2 Loi sur l'eau

Elles relèvent également de la rubrique « loi sur l'eau » suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2150-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 - inférieure à 1 ha	Rejets d'eaux pluviales liées à l'aménagement du site	8000 m ²	NC

(*) A (autorisation), D (Déclaration), NC (Non Classé)

1.2.3 Réglementation « IED » (Directive sur les émissions industrielles)

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface lié aux activités d'impression sur emballages plastiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS.

Les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, sous réserve des éventuelles prescriptions prévues au présent arrêté venant les renforcer ou les modifier.

ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel ou artisanal.

ARTICLE 1.5 - Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

L'article 14 de la Loi Industrie verte du 23 octobre 2023 modifiant l'article L. 516-1 du code de l'environnement ne soumet pas le site à la constitution de garanties financières.

ARTICLE 1.6 - Implantation

Les règles spécifiques d'implantation sont précisées dans le titre 5 du présent arrêté.

ARTICLE 1.7 - Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 - Conditions d'exploitation y compris en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant définit les conditions normales de fonctionnement de son installation et met en œuvre les dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles, en particulier celles de l'article 2.9.4 de son annexe relatives aux émissions lors des périodes d'exploitation autres que normales.

Le site est susceptible de fonctionner toute l'année la semaine (en 3*8h) et le week-end (en 2*12h).

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les valeurs limites applicables sont celles relatives à l'impression par flexographie ; cf. article 3.11 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD).

ARTICLE 2.1 - Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Localisation
Conduit N° 1	Oxydateur thermique régénératifs N° 1	1000 kW	Gaz naturel	Site B
Conduit N° 2	Oxydateur thermique régénératifs N° 2	750 kW	Gaz naturel	Site B
Conduit N° 3	Oxydateur thermique régénératifs N° 3	750 kW	Gaz naturel	Site D

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur minimale en m	Diamètre nominal en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	11 m	0,99	30000	8
Conduit N° 2	12,92 m	0,99	24000	8
Conduit N° 3	12,92 m	0,99	25000	8

ARTICLE 2.2 - Limitation des rejets

2.2.1 Émissions totales de COV

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission (VLE) suivante prévue par l'article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3 pour site B
		0,3 pour site D à échéance de juin 2024

2.2.2 Émissions canalisées

Les rejets en COV canalisés font l'objet d'un traitement par oxydation thermique régénérative en amont des 3 émissaires.

L'oxydateur thermique est considéré comme un équipement critique au sens de l'article 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD).

La température de la chambre de combustion de l'oxydateur est mesurée en continu et maintenue à un niveau adapté. Toute sortie du domaine normal de fonctionnement fait l'objet d'une alarme.

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation.

Paramètre	Concentration mg/Nm3	Flux en g/h Conduit n°1	Flux en g/h Conduit n°2	Flux en g/h Conduit n°3
COVT (exprimé en équivalent C)	20	600	480	500
NOx	100	3000	2400	2500
CO	100	3000	2400	2500

2.2.3 Émissions diffuses

Toutes les dispositions sont prises en vue de limiter les rejets diffus de COV en référence aux articles 2.4 et suivants de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), et notamment par la mise en place :

- d'un transfert automatique des solvants depuis les cuves de stockage vers les lignes d'impression,
- d'une station automatisée de préparation des encres,
- d'une détection de fuite dans la double enveloppe des tuyauteries ou des réservoirs ,
- d'une fermeture étanche du tunnel de séchage et la captation des émissions en partie supérieure du tunnel et des corps d'impression,
- d'un système de nettoyage des équipements en circuit fermé automatisé,
- de contenants fermés pour les chiffons souillés.

La valeur limite suivante est également respectée :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

2.2.4 Composés Organiques Volatils

L'exploitant tient à jour un plan de gestion des solvants conforme à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD). Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées, statue sur le respect des valeurs limites d'émissions applicables et l'informe de ses actions visant à réduire la consommation et les émissions de solvants.

ARTICLE 2.3 - Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet des 3 oxydateurs thermiques régénératifs. Il fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, selon les conditions définies ci-dessous :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure (selon avis publié au journal sur les méthodes de référence)	Fréquence de transmission à l'inspection
Débit et vitesse	Annuelle	NF EN ISO 16911-1 (avril 2013) FD X43-140 (avril 2017)	Annuelle
NOx	Annuelle	NF EN 14792 (février 2017)	Annuelle
COVT	Annuelle	XP X43-554 (juillet 2009) NF EN 12619 (février 2013)	Annuelle
CO	Annuelle	NF EN 15058 (mars 2017)	Annuelle

L'exploitant doit fournir à l'autorité compétente régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

2.3.2 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant déduit ses émissions diffuses du plan de gestion des solvants conforme à l'article 4 de l'annexe de l'arrêté du 2 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD). Il assure la mise en œuvre effective des mesures de réduction d'incertitudes qui y sont précisées afin de garantir la fiabilité des données utilisées.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommations d'eau

L'exploitant ne consomme pas d'eau pour les besoins de procédé industriel.

L'utilisation d'eau sera limitée aux besoins sanitaires, alimentée par le réseau d'eau potable. La consommation est estimée à 2800 m³ par an.

ARTICLE 3.2 - Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

Les rejets aqueux sont constitués uniquement des eaux usées domestiques et des eaux pluviales. L'établissement n'utilise pas d'eau dans son process. Aucun rejet d'eau industrielle n'est autorisé.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Coordonnées	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Cf. plan de l'installation	Eaux pluviales	Réseau des eaux pluviales	Via le réseau de la Zone Industrielle Les Pins	Convention
Cf. plan de l'installation	Eaux domestiques usées	Réseau des eaux usées	Station d'épuration de La Bâtie	Autorisation

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Les eaux pluviales de toitures sont exemptes de pollution.

Les eaux pluviales de parking et de voiries du site D susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau d'eaux pluviales. Ce dispositif de traitement fait l'objet d'un entretien périodique de façon à garantir le respect des valeurs limites de rejets mentionnées à l'article 3.3 du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la décision de rejet des eaux pluviales établie par la collectivité.

ARTICLE 3.3 - Caractéristiques des rejets

Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes :

- pH : 5,5 – 8,5 ;
- Matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO5 : 100 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

ARTICLE 3.4 - Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Sans objet.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1 du présent arrêté :

- tous les ans pour le site B ; en cas de non-conformité, les dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence devront être mis en place ; cette fréquence de surveillance pourra être révisée à la demande de l'exploitant après avis de l'inspection ;
- tous les trois ans pour le site D disposant d'un séparateur à hydrocarbures.

ARTICLE 3.5 - Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Sous 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant produit une étude hydrogéologique préalable détaillée permettant de décrire les aquifères et de conclure sur la nécessité d'une surveillance des eaux souterraines et les risques de pollution de ce milieu.

Le programme est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes.

La fréquence minimale de suivi des substances dangereuses pertinentes dans les eaux souterraines est d'une fois tous les cinq ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution.

3.5.2 Surveillance des sols

Tous les 10 ans à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant propose un programme d'investigation pour la surveillance du sol (prélèvements de sol, piezairs, suivi qualité des eaux souterraines,...), en fonction des événements survenus ayant pu entraîner une pollution du sol depuis le dernier rapport de base.

Ce programme sera basé sur la liste des substances dangereuses pertinentes du site et des substances ou mélanges jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 4.1 - Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 4	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan présent en annexe 3 au présent arrêté.

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans ; cette fréquence de mesure peut être adaptée après accord de l'inspection des installations classées.

4.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Un point de mesure (n°3) est défini en zone à émergence réglementée à l'Est du site (zone d'habitations).

ARTICLE 5.1 - Dispositions générales

Les dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé concernant les points ci-dessous sont rendues applicables :

- prévention du risque sismique ;
- protection contre la foudre ;
- limitation des conséquences des pertes de confinement ;
- principes généraux de prévention des risques ;
- localisation des risques ;
- état des matières stockées ;
- maîtrise des risques ;
- maîtrise de l'exploitation ;
- situations d'urgence et moyens d'intervention.

Concernant les analyses du risque foudre, les actions correctives de chacun de sites B et D (rapports des 15 juin 2020 et 28 décembre 2020) sont mises en œuvre dans un délai de 6 mois ; les pièces justificatives sont transmises à l'inspection dans ce même délai.

ARTICLE 5.2 - Dispositions complémentaires sur la maîtrise du risque d'incendie**5.2.1 Système de détection incendie**

Les locaux ne sont pas équipés d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance.

5.2.2 Dispositions constructives

La localisation et l'organisation des ateliers et des stockages de liquides inflammables et des matières combustibles sont conformes au dossier de demande d'autorisation, notamment à l'étude de dangers et aux hypothèses prises pour les modélisations des scénarios d'incendie. En particulier les dispositions minimales suivantes sont respectées pour les sites B et D :

- Ateliers de production avec murs coupe-feu 2h (et portes coupe-feu entre les bureaux, l'atelier et entre l'atelier et les locaux sociaux, station de préparation des encres et local de colorimétrie) et flocage de la structure métallique dans l'atelier ;
- Rideau d'eau entre l'atelier d'impression et la zone d'expédition et de stockage des produits finis et semi-finis sur le site B Bâtiment de stockage des liquides inflammables isolé des ateliers de production et du dépôt ;
- Fondations en béton armé Zone de production et de stockage (zone de transfert des bobines et stockage des mandrins) : Ossature métallique non floquée, murs en moellon sur toute la hauteur ;
- Local de préparation des encres : Béton floqué CF 2h, Murs en moellon sur toute la hauteur
- Local de distillation : Béton floqué CF 2h, Murs en moellon sur toute la hauteur ;
- Asservissement de porte CF 2h entre atelier d'impression et de dépôt du site B ;
- Porte CF 2H pour les zones ATEX (colorimétrie ; distillation). ;
- Structure modulaire souple couverte de stockage sur le site D avec murs extérieurs en bac acier trapézoïdale et toit en toile PVC souple.

Les éléments de support de la toiture et les isolants thermiques sont réalisés en matériaux A2 s1 d0 (incombustibles).

Les couvertures des toitures satisfont la classe Broof (t3). Les dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et chaleurs représentent une surface minimale de 2 % de la surface géométrique des ateliers et bâtiments de stockage, et sont à commande manuelle et automatique.

5.2.3 Moyens de lutte contre un incendie

Concernant les moyens de lutte contre un incendie, l'exploitant dispose *a minima* de :

5.2.3.1 - matières combustibles stockées à l'extérieur du bâtiment, site b

- Stockages extérieurs éloignés du bâtiment de production conforme aux modélisations ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre un départ de feu : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Présence de merlons à l'ouest et au sud (au niveau de la voie interne de la zone industrielle).

5.2.3.2 - matières combustibles dans la zone de stockage et d'expédition, site b

- Murs en parpaing sur la partie basse et en bardage simple sur la partie haute, entre la zone de production et la zone de stockage. Présence d'un sas avec dispositif coupe-feu (mur et portail coupe-feu 2h et rideau d'eau) entre la zone d'expédition et l'atelier d'impression ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre un départ de feu : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre l'incendie : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Éloignement du stockage par rapport aux zones de production et au voisinage.

5.2.3.3 - matières combustibles au sous-sol de l'atelier d'extrusion, site b

- Murs en parpaing sur toute la hauteur (coupe-feu 2h). Dalles béton au sol et au plafond ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre un départ de feu : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Éloignement du stockage par rapport aux zones de production et au voisinage.

5.2.3.4 - matières combustibles en mezzanine de l'atelier d'impression, site b

- Murs en parpaing sur toute la hauteur (coupe-feu 2h). Zone à l'écart de l'activité d'impression ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre un départ de feu : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Éloignement du stockage par rapport aux zones de production et au voisinage.

5.2.3.5 - matières combustibles dans la zone de transfert des bobines, site d

- Murs en parpaing sur toute la hauteur (coupe-feu 2h). Zone à l'écart de l'activité d'impression ;
- Équipements d'extinction incendie permettant d'éteindre un départ de feu : extincteurs, RIA et formation du personnel à leur utilisation ;
- Éloignement du stockage par rapport aux zones de production et au voisinage ;
- Établissement situé en zone industrielle, à l'écart des établissements sensibles (crèches, écoles, établissements de soins, maison de retraite...).

5.2.3.6 - matières combustibles du bâtiment modulaire, site d

- Structure souple couverte de stockage avec murs extérieurs en bac acier trapézoïdale et toit en toile PVC souple ;
- Stockage de produits semi-finis pour une quantité totale ne dépassant pas 320 m³.

5.2.3.7 - Rétention des eaux d'extinction d'incendie – site B

Le calcul du besoin en eaux d'extinction a été réalisé en considérant la plus grande surface non recoupée soit les ateliers d'extrusion et de sacherie (1 950 m²) et la zone de stockage des mandrins cartons, produits semi-finis et produits finis (1 625 m²). Le besoin en eaux d'extinction de l'incendie a été calculé à 270 m³/h pendant 3h, soit un volume d'eau estimé à 810 m³ minimum.

La Directive Départementale DECI approuvée par arrêté préfectoral n° SDIS 2012-371 précise que le dimensionnement des besoins en eau pourra s'effectuer, pour des débits théoriques d'extinction supérieurs ou égal à 180 m³/h, sur la base d'une durée d'extinction de 3 heures au lieu de 2.

Le volume de rétention des eaux d'extinction correspond à 810 m³ auxquels s'ajoutent les volumes d'eau liés aux intempéries et à l'utilisation du rideau d'eau, soit un besoin de rétention estimé à 1 000 m³.

Le bassin topographique considéré pour le site B est l'emprise de l'enceinte. Les espaces imperméabilisés sont considérés dans le calcul, soit 18 530 m².

Le point bas du site est localisé au niveau de l'entrée du sous-sol. Les eaux d'extinction seront donc acheminées naturellement vers le sous-sol en cas d'incendie sur le parc matière. Celui-ci présente une surface au sol de près de 1 580 m² pour recueillir, sur 63 cm de hauteur d'eau, les volumes d'eaux d'extinction estimés à 1 000 m³.

Une procédure d'obstruction des réseaux, à l'aide de kits dédiés qui seront installés au niveau des regards d'eau pluviales présents à proximité de l'entrée du sous-sol sera appliquée en cas de sinistre.

Des batardeaux sont mis en place au niveau des ouvertures du sous-sol pour maintenir les eaux dans cet espace, notamment en cas d'incendie de l'atelier ou de la zone de stockage des produits finis et semi-finis.

L'exploitant abaisse les batardeaux lors des périodes d'arrêt d'activité. Le personnel est informé et formé à la manipulation des batardeaux à partir des procédures formalisées pour chacun des sites B et D.

5.2.3.8 – Rétention des eaux d'extinction d'incendie – site D

Les besoins en eaux d'extinction ont été dimensionnés en considérant la surface de production (1 021 m²) et de stockage des produits semi-finis et finis ainsi que la zone de stockage des mandrins (387 m²). Le besoin minimal en eaux d'extinction pour un incendie a été évalué à 90m³/h sur 2h, soit un volume de 180 m³ (selon règle de calcul D9A).

Le volume de rétention associé correspond ainsi à 180 m³ auxquels s'ajoutent les volumes d'eau liés aux intempéries. Le bassin topographique considéré est l'enceinte close du site, soit une surface de 7 940m² imperméabilisée, soit un besoin de rétention arrêté à 260 m³.

Les eaux sont acheminées naturellement en direction du point bas du site localisé dans l'angle sud-ouest et couvrent une surface de près de 955 m². L'enceinte du site est close par un mur en béton d'environ 70 cm de hauteur mettant ainsi à disposition un volume de près de 670 m³ permettant de garantir la rétention des eaux d'extinction.

5.2.3.9 - Feux de solvants

Les agents extincteurs spécifiques (mousses notamment) sont utilisés pour l'extinction de feu de solvant. Ces produits sont contenus sur le site et récupérés. Aucun produit extincteur n'est susceptible de se retrouver dans le milieu naturel ou dans les eaux pluviales. L'obturation du réseau en eaux pluviales est réalisée par vannes pour le site D ; le site B fait l'objet d'une mise en conformité sous 6 mois.

Une procédure formalisée, appliquée et affichée à l'entrée du site à côté du plan des installations fait apparaître la localisation desdits équipements.

ARTICLE 5.3 - Dispositions complémentaires sur le risque de déversement accidentel

Le stockage des produits solvantés concentrés est effectué dans des cuves enterrées à double paroi équipées d'un système de détection de fuite, d'un indicateur de niveau et d'un limiteur de remplissage.

Les tuyauteries enterrées véhiculant les produits solvantés concentrés sont à double paroi et équipées d'un système de détection de fuite.

Les locaux « encres » sont pourvus d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé. Les encres sont positionnées sur rétention tout au long de leur mise en œuvre.

Les aires de dépotage extérieures des solvants sont dotées chacune d'une rétention conforme aux dispositions des articles 24 à 27 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé.

Notamment, les capacités de rétention sont conformes au I de l'article 25 qui dispose que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les aires de dépotages sont rendues étanches aux produits ; leurs revêtements sont entretenus afin d'en garantir le caractère étanche.

En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée. Le remplissage des cuves est équipé d'un dispositif de sécurité interrompant le remplissage lorsque le détecteur de niveau haut indiquant un niveau maximal d'utilisation de la cuve est atteint.

En l'absence de déversement accidentel, la vanne est ouverte après le dépotage pour éviter l'accumulation d'eaux pluviales dans la rétention.

En cas de déversement accidentel, toutes les dispositions sont prises pour éviter un transfert de la pollution dans l'environnement. En particulier, des kits d'urgence (absorbants...) sont mis à disposition des opérateurs. En cas de risque de déversement d'effluents pollués dans le réseau d'eaux pluviales du site, la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales est fermée. Cette vanne est signalée et les actions à mener font l'objet de consignes.

Le système de régénération des COV est implanté sur zone étanche et dispose d'une rétention dûment dimensionnée.

ARTICLE 5.4 - Informations opérationnelles aux services de lutte contre l'incendie.

L'exploitant met à disposition des secours, dès leur arrivée, un plan des installations du site reprenant :

- emplacement des organes de coupures des fluides ;
- dispositif d'isolement pour les zones de rétention ;
- risque particulier ;
- moyen de secours à disposition (en particulier concernant la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)) ;
- le temps de résistance au feu des structures.

L'exploitant affiche :

- le fonctionnement des dispositifs d'isolement de la rétention des eaux d'extinction afin de les rendre facilement utilisables ;
- à l'extérieur des bâtiments, la résistance au feu des structures.

TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 6.1 - Prévention et gestion des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le stockage des déchets dangereux liquides est réalisé dans des zones spécifiques, abritées et sur rétention.

Les déchets dangereux solides sont stockés dans des zones dédiées sous un abri protégeant des eaux météoriques.

ARTICLE 6.2 - Évacuation, traçabilité

L'expédition des déchets est réalisée aussi fréquemment que possible pour limiter les risques d'incendie liés à leur stockage sur site. Le stockage de déchets dangereux et non dangereux sur site est limité au 12ème de la production de déchets annuelle.

Les expéditions de déchets dangereux font l'objet de l'édition d'un bordereau de suivi et d'un enregistrement sur l'application informatique dédiée (TrackDéchets).

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 7.1 - Prescriptions applicables à certaines installations relevant des rubriques 2661, 2662, 2663, 1968, 4331.

Les dispositions des textes suivants sont applicables sauf mention particulière à l'article 7.2 du présent arrêté ou disposition contraire dans le présent arrêté :

- arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

- arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2660 ou 2661 (Fabrication, régénération ou transformation de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

- arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2662 (stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

- arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères) ;

- arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1978 (installations utilisant des solvants organiques) et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

- arrêtés ministériels des 20 avril 2005, 18 avril 2008 et 22 décembre 2008 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4331 (stockage et emploi de liquides inflammables).

ARTICLE 7.2 - Conditions particulières relatives aux rubriques 2661 et 2662

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 27 décembre 2013 susmentionné relatives à la rubrique 2661 ne sont pas applicables pour le bâtiment B :

- le I de l'article 11 concernant les matériaux de constitution des parois et des toitures des locaux à risque incendie ;
- le I de l'article 12 concernant le cantonnement ;
- le II de l'article 34 et l'article 42 concernant un dispositif de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence (eaux pluviales).

Les dispositions suivantes de l'arrêté du 15 avril 2010 susmentionné relatives à la rubrique 2662 ne sont pas applicables :

- l'article 3.4. concernant la présence d'un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent.

TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 8.1 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être contesté devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (Monsieur le préfet de la Haute-Loire, 6 Avenue Charles de Gaulle, 43009 Le Puy-en-Velay) et au bénéficiaire de la décision mentionné à l'article 1.1, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 8.3 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SAINT-PAL-DE-MONS et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-PAL-DE-MONS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R 181-38, à savoir SAINT-PAL-DE-MONS, SAINTE-SIGOLÈNE, LA SÉAUVE-SUR-SEMÈNE, SAINT-DIDIER-EN-VELAY ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8.4 - Exécution

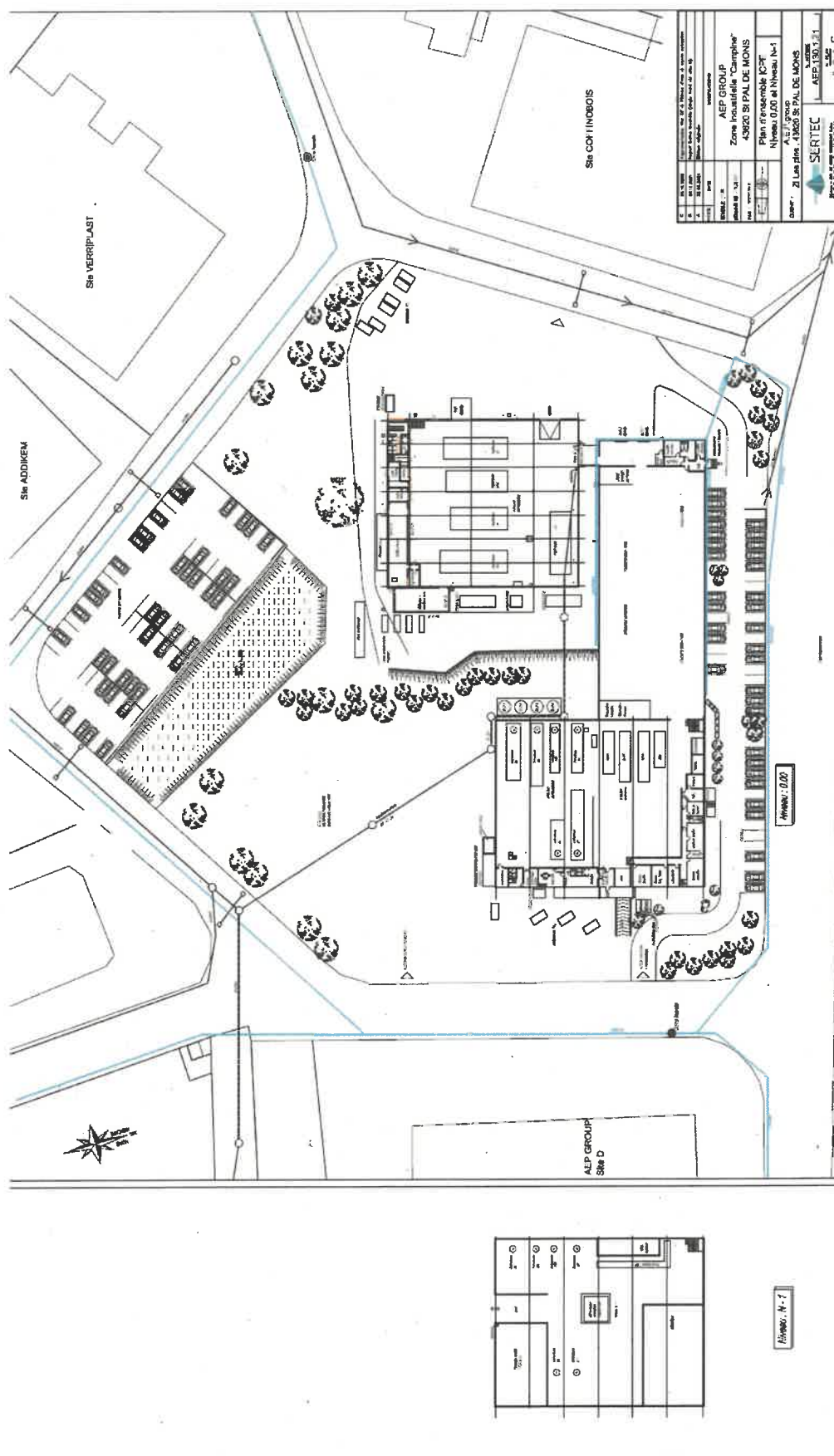
La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le Directeur départemental des territoires de Haute-Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le Directeur de l'Agence régionale de santé, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de SAINT-PAL-DE-MONS et qui sera notifié à la société AEP GROUP.

Le Puy en Velay, le 21 mars 2024

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

Annexe 1 : AEP Group Campine / Plan d'ensemble du site B



[illegible]

REMARQUES :
 Elec : record sur réseau existant
 Telecom : pas de modification du réseau
 AEP : pas de modification du réseau
 EU : pas de modification du réseau
 EP : record sur réseau existant

Annexe 3 : AEP Group Campine / nuisances sonores / points de mesures

